

## Conjoncture énergétique Février 2014

La production d'énergie primaire du mois de février 2014 s'effrite très légèrement par rapport à son niveau d'il y a un an : - 0,3 %, pour un total de 10,8 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep). Cette tendance à la baisse est due à la production d'électricité nucléaire (- 1,0 %), alors que les énergies renouvelables électriques poursuivent leur ascension (+ 13,8 % sur un an), particulièrement la filière éolienne.

L'effet climat observé en janvier s'est encore accentué en février, avec des températures particulièrement clémentes, supérieures de 4,3°C en moyenne par rapport à février 2013. Ainsi la baisse de la demande pour les besoins de chauffage a fortement contribué au net recul de la consommation d'énergie primaire (- 9,7 % sur un an).

La baisse sensible de la consommation d'énergie primaire l'emportant sur la légère diminution de la production d'énergie primaire, le taux d'indépendance énergétique gagne près de cinq points sur un an. Mesuré en cumul sur les douze derniers mois, entre mars 2013 et février 2014, ce taux augmente

La production nationale d'énergie primaire (*méthodologie*) s'effrite à peine en février 2014 par rapport à son niveau de l'année précédente (- 0,3 %), après une hausse en janvier, pour un total de 10,8 Mtep. Cette tendance masque des évolutions contrastées : la production d'électricité nucléaire est en retrait de 1,0 %, alors que les énergies renouvelables restent dynamiques. La production hydraulique augmente de 3,7 % sur un an, en raison de précipitations excédentaires. Il faut remonter à février 1995 pour retrouver un niveau supérieur. La progression de l'éolien est encore plus sensible, avec une production en hausse de 63,3 % sur un an, pour un record absolu.

Comme en janvier, la douceur exceptionnelle du mois de février (+ 4,3°C en moyenne par rapport à février 2013) limite fortement l'usage du chauffage, de sorte que la consommation d'énergie primaire réelle recule sensiblement, de - 9,7 % sur un an. Bien que cette tendance touche l'ensemble des énergies, elle se ressent particulièrement pour le charbon et le gaz naturel.

La baisse sensible de la consommation d'énergie primaire et la quasi-stabilité de la production primaire se traduisent par une nette amélioration du **taux d'indépendance énergétique** qui gagne près de cinq points sur un an. En cumul sur les douze derniers mois, entre mars 2013 et février 2014, ce taux est légèrement au-dessus de son niveau de l'an dernier, à 49,3 %.

En données brutes et en glissement annuel, les **émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie**

légèrement par rapport à la même période de l'année précédente, à 49,3 %.

En données corrigées des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO), la consommation d'énergie primaire est quasi stable (+ 0,3 % entre janvier et février), après une baisse de 3,1 % entre décembre et janvier. Par type d'énergie, le pétrole et le gaz naturel évoluent peu par rapport à janvier : hausse de 0,6 % pour le premier et baisse de 0,5 % pour le second. Le charbon poursuit sa nette décroissance entamée en décembre (- 12,7 % entre janvier et février), alors que l'électricité primaire progresse de 1,3 %.

À 6,2 milliards d'euros (Md€), la facture énergétique du mois de janvier progresse pour le deuxième mois consécutif (+ 11,8 % entre décembre et janvier), et retrouve son niveau de janvier 2013. Mesurée en cumul sur les douze derniers mois, entre février 2013 et janvier 2014, elle totalise 65,7 Md€, soit un recul de 5,4 % par rapport à la même période de l'année précédente.

fléchissent sensiblement (- 17,4 %), en lien avec le décrochage de la consommation primaire des énergies fossiles. Ces émissions n'ont jamais atteint un niveau aussi faible pour un mois de février, depuis l'origine des séries de la conjoncture (1981). Mesurées en moyenne sur les douze derniers mois, ces émissions diminuent de 1,4 % par rapport à la période précédente.

### Consommation et production d'énergie primaire\*, indépendance énergétique et émissions de CO<sub>2</sub> (séries brutes)

En milliers de tep

Énergie primaire	Février 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
<b>Production nationale d'énergie primaire</b>	<b>10 837</b>	<b>-0,3</b>	<b>100,0</b>
dont : - charbon (produits de récupération)	15	48,0	0,1
- pétrole	57	-8,7	0,5
- nucléaire (brut)	9 959	-1,0	91,9
- hydraulique et éolien (brut)	805	13,8	7,4
<b>Consommation d'énergie primaire réelle</b>	<b>21 240</b>	<b>-9,7</b>	<b>100,0</b>
- charbon	686	-39,2	3,2
- pétrole	6 150	-5,8	29,0
- gaz naturel	4 011	-24,2	18,9
- électricité	10 393	-1,7	48,9
<b>Taux d'indépendance énergétique (%)</b>	<b>51,0</b>	<b>4,8</b>	
<b>Émissions de CO<sub>2</sub> dues à l'énergie (milliers de t CO<sub>2</sub>)</b>	<b>28 577</b>	<b>-17,4</b>	

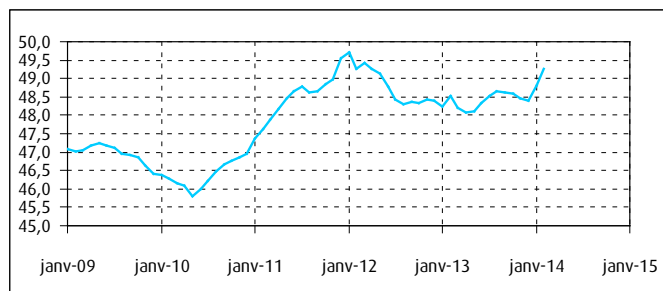
\* Hors énergies renouvelables thermiques et déchets.

Source : calcul SOeS, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

## Taux d'indépendance énergétique moyen

(série brute en année mobile)

En %

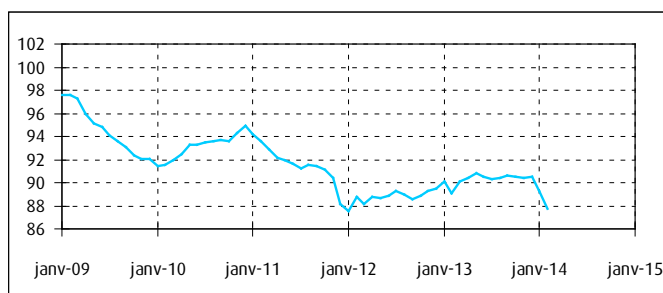


Source : calcul SOeS, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

## Émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie

(série brute, en moyenne sur 12 mois)

Indice base 100 en 2005



Note de lecture : en moyenne sur les douze derniers mois, les émissions sont à environ 88 % de leur niveau de référence de 2005.

Source : calcul SOeS, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

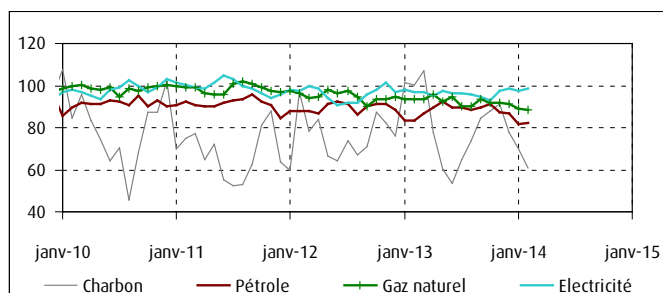
Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, et après conversion en tonne équivalent pétrole, la consommation d'énergie primaire est quasi stable entre janvier et février (+ 0,3 %), après deux mois de baisse consécutive.

Par type d'énergie, cette tendance est contrastée. Le charbon affiche sa troisième baisse consécutive, de - 12,7 % entre janvier et février, après - 9,9 % entre décembre et janvier, en lien avec un moindre recours aux centrales électriques et à une baisse de la demande dans le secteur de la sidérurgie. La consommation de gaz naturel recule pour le troisième mois consécutif, à un rythme toutefois moins prononcé que le mois précédent (- 0,5 % entre janvier et février), toujours du fait d'une baisse de la demande des gros clients reliés au réseau de transport. La consommation de pétrole gagne 0,6 % sur un mois, après trois mois de baisse consécutive, avec des évolutions contrastées : légère baisse des carburants et hausse sensible, à la fois pour l'ensemble fioul domestique et gazole non routier et carburateurs. Enfin, la consommation d'électricité primaire augmente de 1,3 %, après une baisse de 0,8 % le mois précédent.

## Consommation d'énergie primaire, par énergie

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOeS, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

## Évolution de la consommation d'énergie primaire\*, par énergie, et des émissions de CO<sub>2</sub>

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

Énergie primaire	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
<b>Consommation d'énergie primaire</b>	<b>0,3</b>	<b>-3,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>-2,5</b>
- charbon	-12,7	-9,9	-14,7	-39,2
- pétrole	0,6	-5,9	-0,8	-1,2
- gaz naturel	-0,5	-2,4	-0,5	-5,2
- électricité	1,3	-0,8	1,1	1,9
<b>Émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie</b>	<b>-1,2</b>	<b>-7,8</b>	<b>-2,6</b>	<b>-8,2</b>

\* Énergie primaire mesurée en tep.

Source : calcul SOeS, d'après les données mensuelles disponibles par énergie

Corrigées des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie du mois de février reculent pour le quatrième mois consécutif, de 1,2 % entre janvier et février, après - 7,8 % entre décembre et janvier.

## Les combustibles minéraux solides

En février 2014, la consommation totale réelle de charbon (combustibles minéraux solides) diminue encore fortement, de 39,2 % en glissement annuel. Ainsi, elle s'établit à environ 1,1 million de tonnes (Mt), soit son plus bas niveau pour un mois de février. Les importations chutent de 27,8 % par rapport à février 2013.

## Bilan mensuel des combustibles minéraux solides

(séries brutes)

En milliers de tonnes

Combustibles minéraux solides	Février 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
<b>Importations totales</b>	<b>1 226</b>	-27,8	
Production nationale *	37	48,0	
Variations de stocks	-177		
Exportations totales	12	300,0	
<b>Consommation totale réelle</b>	<b>1 113</b>	-39,2	<b>100,0</b>
dont : - centrales électriques	357	-65,7	32,1
- sidérurgie	443	-4,9	39,8

\* Produits de récupération provenant des anciennes mines de charbon (schistes des terrils houillers du Nord et du Gard, schlamms issus de bassins de décantation en Moselle).

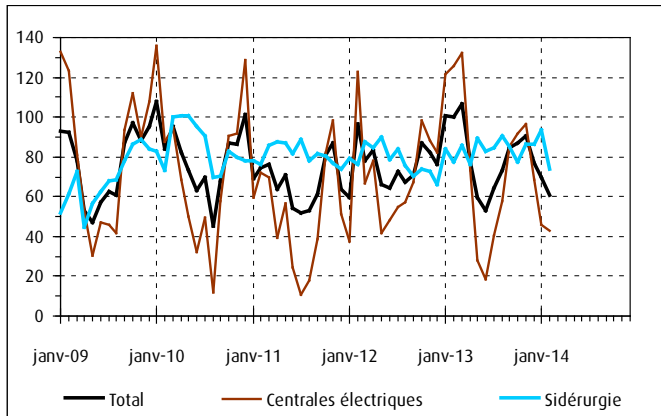
Sources : calcul SOeS d'après EDF, E.ON, FFA et Douanes

La consommation de charbon vapeur pour la production d'électricité accentuée sa baisse déjà observée en décembre 2013 et janvier 2014 : - 65,7 % en février 2014 par rapport à il y a un an. Cette tendance est principalement liée aux températures, particulièrement clémentes, du mois de février.

## Consommation de combustibles minéraux solides

(séries brutes)\*

Indice base 100 en 2005



\* Pour les combustibles minéraux solides, les tests n'ont révélé aucune saisonnalité ou effet climatique marqués. En conséquence, rien ne distingue ces séries brutes de séries CVS-CVC-CJO.

Sources : calcul SOeS d'après EDF, E.ON et FFA

En glissement annuel, la consommation de charbon dans la sidérurgie diminue de 4,9 %, après huit mois consécutifs de hausse, du fait de la baisse de la production de fonte (- 6 % sur un an). Elle se situe à un faible niveau pour un mois de février.

Les stocks du mois se dégarnissent un peu en février. La quantité totale de charbon stockée atteint 5,2 Mt, dont une grande partie est à destination des centrales électriques. Ces dernières disposent ainsi d'une autonomie de plus de six mois au rythme actuel de la consommation, soit un niveau un peu supérieur à celui de février 2013.

## Les produits pétroliers

La consommation totale réelle de produits pétroliers diminue de 5,8 % par rapport à son niveau d'il y a un an et atteint ainsi son plus faible niveau pour un mois de février, depuis l'origine des séries de la conjoncture, soit 1981. C'est surtout la baisse des ventes de fioul domestique et gazole non routier qui contribue à ce mouvement. En effet, avec un climat chaud en février 2014 (+ 4,3°C en moyenne par rapport à février 2013), les ventes du seul fioul domestique baissent sensiblement, de 22,7 % par rapport à leur niveau d'il y a un an, après - 25 % le mois dernier. Les livraisons de carburants routiers sont presque stables sur un an, avec toutefois une légère hausse des supercarburants (+ 0,9 %). Le climat favorable a sans doute contribué à cette progression des ventes.

La part du SP95-E10 diminue très légèrement et atteint 30,5 % des ventes de supercarburants en février 2014, soit tout de même deux points de plus qu'il y a un an.

Les consommations de GPL diminuent encore en février, de 14,5 % en glissement annuel.

## Production et consommation de produits pétroliers

(séries brutes)

En milliers de tonnes

Produits pétroliers (1)	Février 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part (%)
Production nationale (2)	57	-8,7	
<b>Consommation totale réelle</b>	<b>6 150</b>	<b>-5,8</b>	<b>100,0</b>
dont : - total carburants routiers	3 086	0,4	50,2
dont : - supercarburants	490	0,9	8,0
- gazole	2 596	0,3	42,2
- fioul domestique et gazole non routier (3)	928	-18,6	15,1
- carburéacteurs	424	-10,3	6,9
- GPL	188	-14,5	3,1

(1) Hors soutes maritimes.

(2) Pétrole brut et hydrocarbures extraits du gaz naturel.

(3) Le gazole non routier remplace obligatoirement le fioul domestique depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011 pour certains engins mobiles non routiers et depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011 pour les tracteurs agricoles, avec les mêmes spécifications que celles du gazole routier, excepté sa coloration.

Sources : calcul SOeS d'après CPDP et DGE

## Évolution mensuelle de la consommation des produits pétroliers

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

Produits pétroliers	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
<b>Consommation totale</b>	<b>0,6</b>	<b>-5,9</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,2</b>
dont : - total carburants routiers	-0,5	-2,4	3,5	0,4
dont : - supercarburants	-0,5	-2,4	4,2	0,3
- gazole	-0,5	-2,4	3,3	0,4
- fioul domestique et gazole non routier	3,5	-5,8	-6,7	3,4
- carburéacteurs	8,9	-14,9	1,9	-9,1
- GPL	-4,4	-13,2	5,2	-1,9

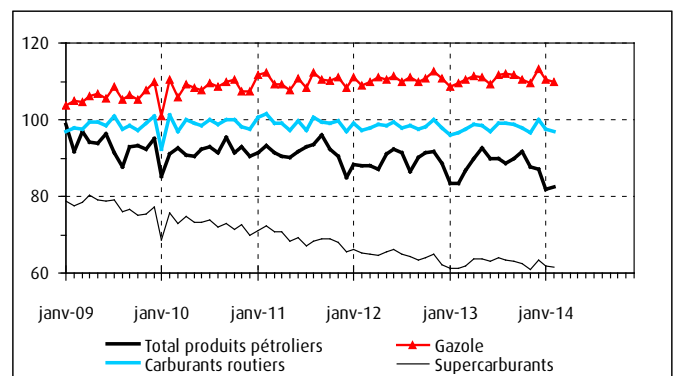
Source : calcul SOeS d'après CPDP

Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables, la consommation de produits pétroliers augmente légèrement après trois mois consécutifs de baisse. Ce mouvement résulte de variations contraires. Les livraisons de carburants routiers reculent de 0,5 % sur un mois, après - 2,4 % entre décembre et janvier. Celles de carburéacteurs augmentent sensiblement (+ 8,9 % sur un mois, après un net recul entre décembre et janvier). L'ensemble fioul domestique et gazole non routier augmente aussi entre janvier et février (+ 3,5 %, après - 5,8 % le mois précédent). En revanche, les ventes de GPL diminuent pour le deuxième mois consécutif (- 4,4 % sur un mois).

## Consommation de produits pétroliers

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOeS d'après CPDP

## Le gaz naturel

En février les **importations nettes**<sup>1</sup> de gaz diminuent sensiblement, de 20,8 % sur un an, à 31,8 TWh, soit leur plus bas niveau pour un mois de février depuis 2002. Cette tendance touche à la fois le gaz gazeux et le GNL, tandis que les sorties augmentent très fortement (+ 28,8 % en glissement annuel), principalement vers l'Espagne. En effet, ce pays a pu s'approvisionner à un tarif particulièrement avantageux, en raison de la faible demande sur le marché français.

### Bilan mensuel du gaz naturel\*

(séries brutes)

En TWh PCS

Gaz naturel	Février 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M-12	Part en %
<b>Importations nettes</b>	<b>31,8</b>	-20,8	
Soutirages des stocks**	20,3	-27,5	
<b>Consommation totale (hors pertes) réelle</b>	<b>52,1</b>	-24,2	<b>100,0</b>
dont : - gros clients reliés au réseau de transport	12,7	-25,4	24,4
<i>dont clients CCCG***</i>	0,5	-77,7	1,0
- résidentiel-tertiaire, petite industrie	39,4	-23,8	75,6

\* L'injection de gaz naturel dans le réseau de transport à Lacq a pris fin mi-octobre 2013. Seules des quantités très marginales de gaz de mine, provenant du bassin Nord-Pas-de-Calais, sont désormais injectées dans le réseau.

\*\* Positif quand on soutire des quantités des stocks pour les consommer, négatif quand on remplit les stocks.

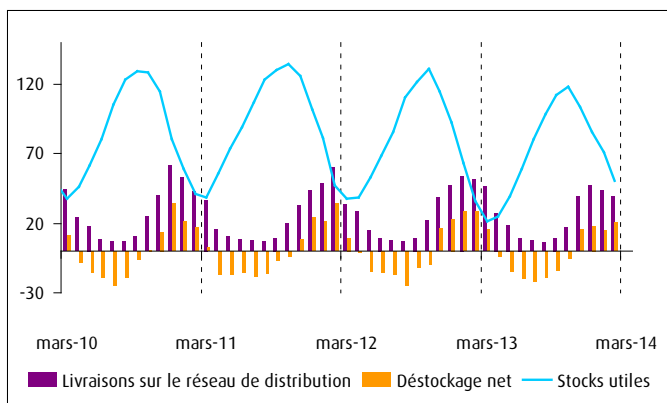
\*\*\* Centrales à cycle combiné au gaz.

Sources : SOeS, d'après GRT-gaz, TIGF, Storengy, Elengy et FOSMax LNG

En février le soutirage des **stocks** a également très fortement baissé, de 27,5 % sur un an. Le net ralentissement des soutirages depuis octobre favorise la reconstitution des stocks utiles. À 50,7 TWh fin février, leur niveau est le plus élevé enregistré à cette période de l'année depuis 2009.

### Variations de stocks et livraisons aux consommateurs

En TWh



Sources : SOeS, d'après GRT-gaz, TIGF, Storengy, Elengy et FOSMax LNG

La **consommation totale réelle**<sup>2</sup> de gaz est en très net recul en février pour le deuxième mois consécutif (- 24,2 % sur un an). À 52,1 TWh, il s'agit de la plus faible consommation pour un mois de février depuis 1999. Comme en janvier, les évolutions sont identiques sur les deux réseaux. D'une part, la consommation des petits clients reliés au réseau de distribution diminue fortement (- 23,8 % par rapport à février 2013), en raison principalement de la douceur exceptionnelle du mois de février (+ 4,3°C en moyenne par rapport à l'an dernier). D'autre part, la consommation des gros clients reliés au réseau de transport fléchit nettement (- 25,4 % sur un an), particulièrement du fait d'une moindre sollicitation des centrales à cycles combinés au gaz. Hors CCCG, la consommation sur le réseau de transport diminue aussi, de 16,5 % par rapport à février 2013.

**Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables**, la consommation totale recule légèrement en février par rapport à janvier (- 0,5 %), à un rythme moins prononcé que le mois précédent (- 2,4 %). Les livraisons aux gros clients connaissent leur cinquième mois de repli (- 2,1 % entre janvier et février). La consommation des petits clients reliés au réseau de distribution est quant à elle relativement stable en février par rapport au mois précédent (+ 0,2 %).

### Consommation totale (hors pertes) de gaz naturel

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

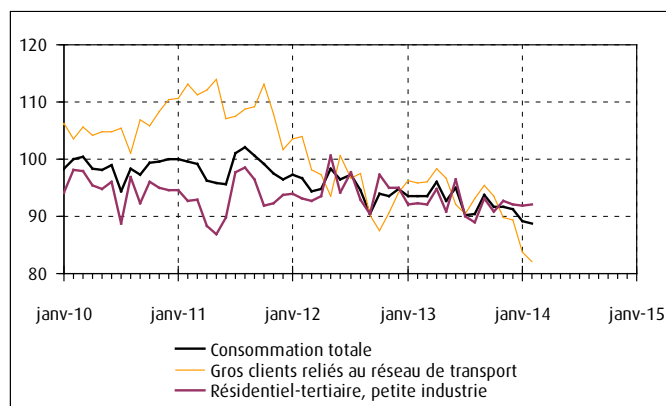
Gaz naturel	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
<b>Consommation totale (hors pertes)</b>	-0,5	-2,4	-0,5	-5,2
dont : - gros clients reliés au réseau de transport	-2,1	-6,4	-0,3	-14,3
- résidentiel-tertiaire, petite industrie	0,2	-0,4	-0,6	-0,4

Sources : SOeS, d'après GRT-gaz et TIGF

### Consommation totale (hors pertes) de gaz naturel

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Sources : SOeS, d'après GRT-gaz et TIGF

<sup>1</sup> Il s'agit des entrées nettes de gaz sur le territoire français, donc exportations déduites et hors transit.

<sup>2</sup> Il s'agit de la consommation totale hors pertes (transport, distribution, stockage...).

## L'électricité

En glissement annuel, la **production totale** d'électricité est en baisse pour le cinquième mois consécutif (- 5,1 % en février 2014). Avec un total de 49,4 TWh, elle enregistre sa plus faible production pour un mois de février depuis 2008.

La **production nucléaire** est en léger recul en février (- 1,0 % sur un an), malgré une meilleure disponibilité des centrales nucléaires, dont le coefficient de disponibilité est en hausse de près de deux points sur un an.

La **production hydraulique** poursuit sa croissance : + 3,7 % en février sur un an, du fait de précipitations excédentaires. La part de l'hydraulique dans la production électrique totale atteint son plus haut niveau pour un mois de février depuis 2002 (14,2 %).

À 2,3 TWh, la **production éolienne** progresse fortement comme en janvier (+ 63,3 %), toujours en lien avec des conditions météorologiques favorables.

### Production d'électricité, échanges et énergie appelée (séries brutes)

En GWh

Électricité	Février 2014		
	Quantité	Évolution (%) M/M	Part en %
<b>Production d'électricité nette</b>	<b>49 362</b>	<b>-5,1</b>	<b>100,0</b>
dont : production primaire	45 686	1,7	92,6
dont : - nucléaire	36 396	-1,0	73,7
- hydraulique (yc pompages)	7 021	3,7	14,2
- éolienne (*)	2 269	63,3	4,6
production thermique classique	3 676	-48,3	7,4
<b>Solde : exportations - importations</b>	<b>4 319</b>	<b>97,0</b>	
Pompages (énergie absorbée)	640	32,3	
<b>Énergie appelée réelle (yc pertes)</b>	<b>44 402</b>	<b>-10,0</b>	<b>100,0</b>
dont : - basse tension	20 283	-14,2	45,7
- moyenne tension	13 478	-6,3	30,4
- haute tension	6 469	-1,7	14,6

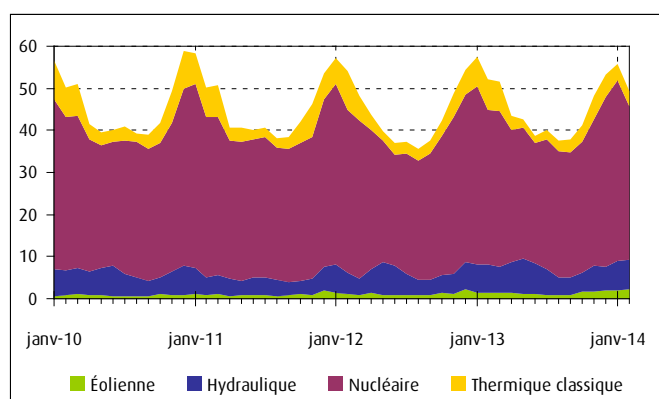
(\*) estimation fragile pour le dernier mois.

Sources : SOeS, d'après RTE, EDF, ErDF, Snet et CNR

Les **centrales thermiques classiques** ont été peu sollicitées en février, comme en janvier, en raison à la fois du dynamisme des productions renouvelables et d'un faible niveau de la consommation. Leur production est en nette diminution (- 48,3 % sur un an) et ne représente plus que 7,4 % de la production électrique totale, soit son plus bas niveau pour un mois de février depuis 1996.

### Production d'électricité par filière

En TWh



Sources : SOeS, d'après RTE, ErDF, EDF, Snet et CNR

L'**énergie appelée réelle** baisse de 10,0 % en glissement annuel et s'établit à 44,4 TWh en février 2014. Il s'agit du plus faible niveau de consommation pour un mois de février depuis 2008. Cette tendance résulte du net recul de la basse tension (- 14,2 %), particulièrement sensible aux aléas climatiques (la température moyenne de février 2014 est supérieure de 4,3°C à celle de février 2013) et, dans une moindre mesure, de la baisse de la moyenne et de la haute tension (respectivement - 6,3 % et - 1,7 % sur un an).

Le **solde exportateur des échanges** double entre février 2013 et 2014, sous le double effet d'une nette progression des exportations (+ 47 %) et d'une baisse sensible des importations (- 24 %).

**Corrigée des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables**, l'énergie appelée affiche une légère hausse entre janvier et février, après deux mois de légère baisse. Cette hausse résulte de celle de la basse tension (+ 0,9 %), tandis que les livraisons en moyenne et haute tension sont quasi stables.

### Énergie appelée

(séries CVS-CVC-CJO)

En %

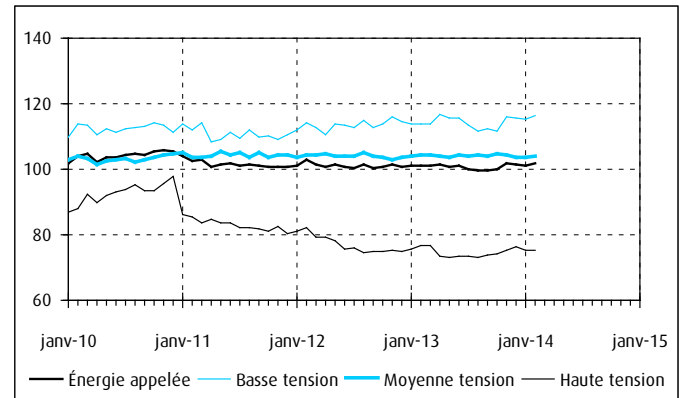
Électricité	M/M-1	M-1/M-2	M-2/M-3	M/M-12
<b>Énergie appelée</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>
dont : - basse tension	0,9	-0,1	-0,6	2,2
- moyenne tension	0,2	0,1	-0,8	-0,4
- haute tension	-0,2	-1,3	1,3	-1,8

Sources : SOeS, d'après RTE, ErDF et EDF

### Énergie appelée

(séries CVS-CVC-CJO)

Indice base 100 en 2005



Sources : SOeS, d'après RTE, ErDF et EDF



## Les prix et les cotations des énergies (février 2014)

Au mois de février 2014, le cours du pétrole brut (Brent daté) gagne 0,7 % par rapport à son niveau de janvier : il s'établit à 108,9 dollars le baril. Converti en euros, il augmente un peu moins vite, du fait d'une légère dépréciation du dollar (- 0,4 %).

En moyenne sur les douze derniers mois, entre mars 2013 et février 2014, le Brent recule moins vite en dollars qu'en euros, respectivement de - 3,5 % et - 6,6 %, en raison d'un taux de change devenu plus favorable à la monnaie européenne.

À un niveau à peine au dessus de 10 US\$ / MBtu, le prix spot du gaz naturel sur le marché NBP à Londres baisse sensiblement, de 9,1 % entre janvier et février, du fait d'une faible demande de gaz naturel liée à la douceur du climat.

Le prix spot moyen de l'électricité cède 1,2 % en février par rapport à janvier. Il se situe toujours en dessous de la barre des 40 €/MWh, soit son plus faible niveau depuis 2008 pour un mois de février.

### Prix et cotations des énergies

	Février 2014	Janvier 2014	%	Moyenne des 12 derniers mois	
	Valeur	Valeur		Valeur	%*
<b>Cotation</b>					
US\$ en € (courant)	0,732	0,735	-0,4	0,750	-3,3
Brent daté (\$/bl)	108,9	108,1	0,7	107,7	-3,5
Brent daté (€/bl)	79,7	79,4	0,4	80,7	-6,6
Gaz - Spot NBP (US\$/MBtu)	10,1	11,1	-9,1	10,6	5,8
Électricité - Spot Base Epex** (€/MWh)	38,7	39,1	-1,2	41,0	-9,8
Charbon vapeur - Spot NWE*** (US\$/t)	77,2	83,2	-7,2	80,5	-10,4
<b>Prix à la consommation (TTC)</b>					
SP95 (€/l)	1,51	1,50	0,7	1,52	-2,8
Gazole (€/l)	1,33	1,33	0,1	1,34	-3,7
Fioul domestique (€/l)	0,90	0,90	-0,5	0,91	-5,5

\* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente.

\*\* European Power Exchange.

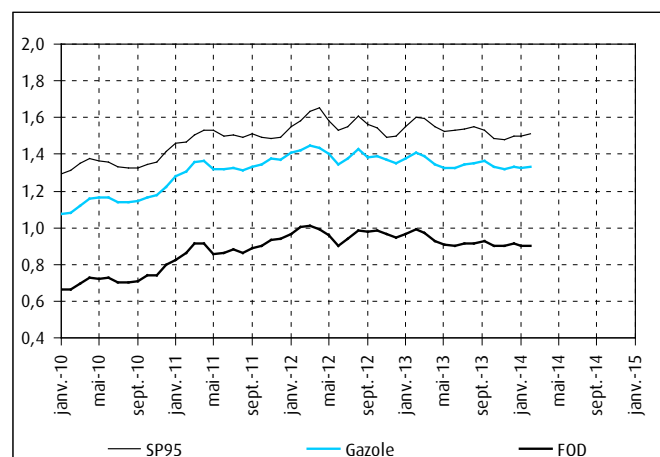
\*\*\* North West Europe.

Sources : DGEC / Reuters, Epex (électricité), McCloskey (charbon vapeur)

En février 2014, les prix moyens mensuels à la consommation des différents produits varient peu par rapport à janvier. Le prix à la pompe du gazole se maintient à 1,33 €/l, soit un niveau quasiment stable depuis le mois d'octobre. Celui du SP95 se renchérit d'environ 1 c€/l (+ 0,7 % sur un mois). Le différentiel SP95 / gazole remonte à 18 c€/l en moyenne en février. Enfin, le prix d'un litre de fioul domestique s'établit à 0,90 € en février, comme en janvier. Mesuré sur un an, les prix sont en revanche à la baisse : chacun des trois produits cède entre 8 et 9 c€/l par rapport à son niveau de février 2013.

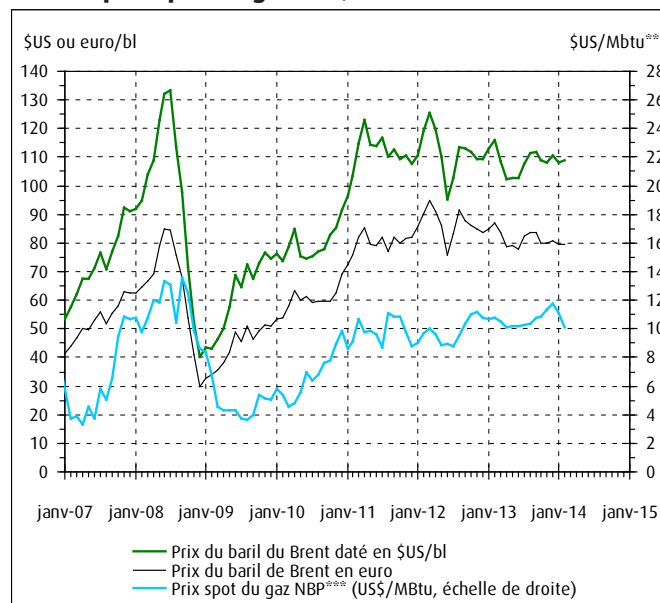
### Prix à la consommation

En €/l



Source : DGEC

### Prix moyen\* mensuel du baril de pétrole, en \$US et en € et prix spot du gaz en \$US



\* Prix courants.

\*\* Mbtu : million British thermal unit (1 Mbtu = 293 kWh).

\*\*\* National Balancing Point pour livraison dans un mois (bourse de Londres).

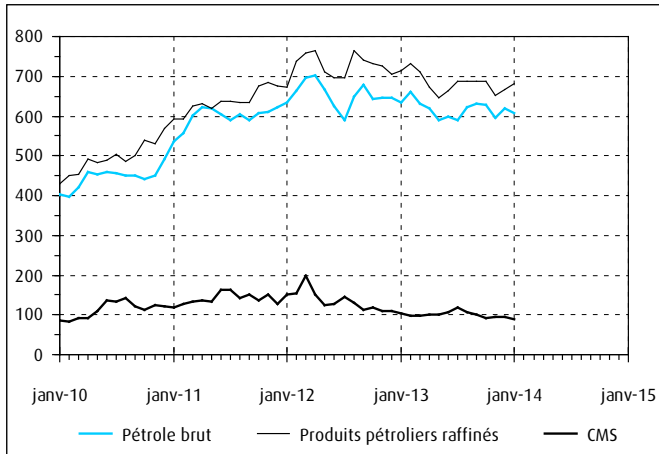
Source : DGEC / Reuters

## La facture énergétique (janvier 2014)

En janvier 2014, le prix moyen du pétrole brut importé en France baisse de 2,1 % par rapport à son niveau de décembre après une hausse de 4,3 % en fin d'année, et établit à 607,6 € la tonne. Le prix des produits pétroliers raffinés augmente en revanche pour le deuxième mois consécutif, de 2,0 % sur un mois, presque au même rythme que le mois précédent.

### Prix moyens mensuels des énergies importées

En €/t

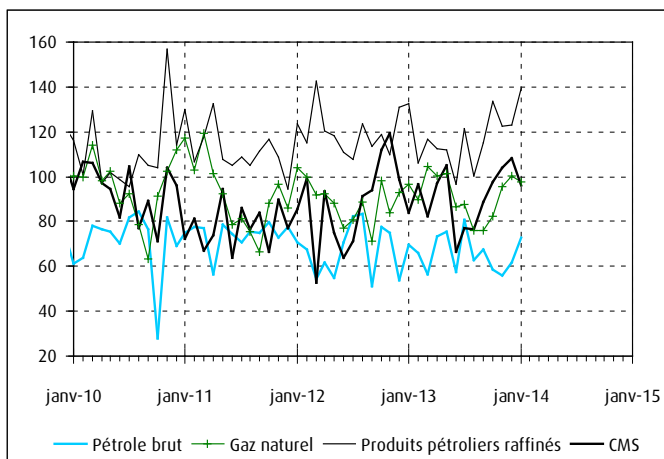


Source : calcul SOeS, d'après Douanes

En volume, le solde importateur des produits pétroliers raffinés, tout comme celui du pétrole brut, est orienté à la hausse. Conjuguée à l'effet prix des produits raffinés, cette tendance se traduit par un surenchérissement très net de la facture pétrolière (brut et produits raffinés) du mois de janvier : + 18,6 % sur un mois, pour un total de 5,0 milliards d'euros, comparable à celui de janvier 2013. À 1,2 milliard d'euros, la facture gazière est en revanche quasi stable pour le troisième mois consécutif. Après une légère remontée en décembre, qui fait suite à trois mois de rétractation, l'excédent commercial de l'électricité se redresse nettement en janvier et franchit la barre des 200 millions d'euros.

### Quantités importées de pétrole, de combustibles minéraux solides et de gaz naturel

Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOeS, d'après Douanes

### Quantités exportées de produits pétroliers raffinés et d'électricité

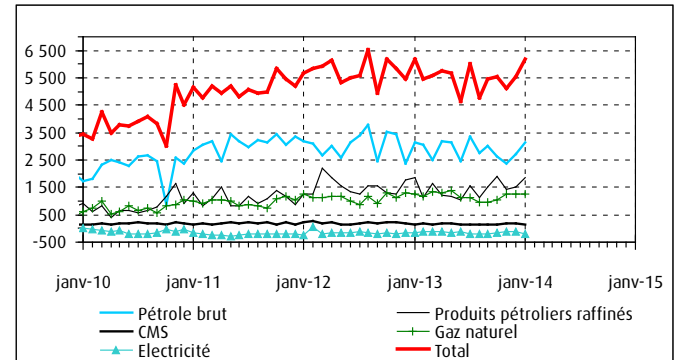
Indice base 100 en 2005



Source : calcul SOeS, d'après Douanes

### Facture énergétique mensuelle de la France

En M€ courants



Source : calcul SOeS, d'après Douanes

Au total, la facture énergétique mensuelle du mois de janvier augmente de 11,8 % sur un mois et s'établit à un niveau comparable à celui de janvier 2013 (6,2 milliards d'euros). Mesurée en cumul sur les douze derniers mois, entre février 2013 et janvier 2014, le solde importateur énergétique de la France totalise 65,7 milliards d'euros, en baisse de 5,4 % par rapport à la période similaire de l'année précédente.

### Facture énergétique et prix moyens à l'importation en France

Facture énergétique (Md€)	Janvier 2014	Décembre 2013	%	Cumul des 12 derniers mois	
	Valeur	Valeur		Valeur	%*
<b>Importations totales (I)</b>	<b>7,6</b>	<b>6,9</b>	<b>9,8</b>	<b>81,5</b>	<b>-6,7</b>
dont : - CMS (combustibles minéraux solides)	0,2	0,2	-16,6	1,9	-19,9
- pétrole brut	3,1	2,7	15,9	34,4	-7,0
- produits pétroliers raffinés	2,9	2,5	15,8	29,1	-9,6
- gaz naturel	1,3	1,3	-3,0	14,7	2,8
<b>Exportations totales (E)</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,9</b>	<b>15,8</b>	<b>-11,8</b>
dont : - produits pétroliers raffinés	1,0	1,0	4,3	11,9	-11,2
- électricité	0,3	0,3	4,6	3,2	-2,6
<b>Facture énergétique (I-E)</b>	<b>6,2</b>	<b>5,5</b>	<b>11,8</b>	<b>65,7</b>	<b>-5,4</b>
dont : - pétrole brut et produits raffinés	5,0	4,2	18,6	51,5	-7,1
- gaz naturel	1,2	1,2	-0,8	14,2	5,0
- électricité	-0,2	-0,1	73,4	-1,8	1,6

Prix moyens à l'importation (US\$ ou €)	Janvier 2014	Décembre 2013	%	Moyenne des 12 derniers mois	
	Valeur	Valeur		Valeur	%*
Pétrole brut importé (\$/bl)	112,8	116,0	-2,8	111,7	-2,2
Pétrole brut importé (€/t)	607,6	620,7	-2,1	615,7	-5,3
Produits pétroliers raffinés importés (€/t)	681,1	667,9	2,0	680,8	-6,7

\* Variation par rapport à la période similaire de l'année précédente.

Source : calcul SOeS, d'après Douanes

## Méthodologie

### Champ et sources

#### L'énergie primaire et la correction climatique (voir définitions)

L'énergie primaire est calculée à partir de toutes les données mensuelles disponibles des énergies, c'est-à-dire hors énergies renouvelables thermiques et déchets (bois-énergie, déchets urbains renouvelables...).

Source : SOeS - Météo-France pour les températures moyennes journalières

#### Les combustibles minéraux solides

Importations et exportations : DGDDI jusqu'au mois précédent, estimation SOeS pour le mois le plus récent.

Production : Snet (Société nationale d'électricité et de thermique, filiale d'E.ON-France).

Consommation des centrales électriques : Snet et EDF.

Consommation de la sidérurgie : FFA (Fédération française de l'acier), estimation SOeS pour le mois le plus récent.

Consommation des autres secteurs industriels : estimation SOeS.

Stocks : EDF, Snet, FFA.

#### Les produits pétroliers

Production nationale : Medde / DGEC (Direction générale de l'énergie et du climat).

Consommation : CPDP (Comité professionnel du pétrole).

#### Le gaz

Les données proviennent de l'enquête mensuelle sur la statistique gazière du SOeS, effectuée auprès des opérateurs d'infrastructures gazières et des principaux fournisseurs de gaz naturel sur le marché français.

#### L'électricité

Les données de production proviennent des principaux producteurs en France : EDF, CNR et Snet.

Les données d'échanges extérieurs proviennent de RTE.

Les données de consommation proviennent d'EDF (ERDF), et de RTE.

#### Prix et cotations

DGEC - Reuters et NBP (National Balancing Point) pour les cotations du pétrole et du gaz.

Exep pour les prix spot de l'électricité et McCloskey pour les prix spot du charbon.

#### La facture énergétique :

DGDDI (Prodouane) pour la valeur des importations et exportations.

Banque de France pour la parité du dollar.

### Révision des données

Les données du dernier mois sont provisoires et peuvent donner lieu à des révisions, parfois importantes. C'est notamment le cas de la consommation de quelques produits pétroliers (en particulier coke de pétrole, base pétrochimiques, GPL), des importations et consommations de charbon hors centrales électriques.

### Définitions

**L'énergie primaire** est l'énergie tirée de la nature (du soleil, des fleuves ou du vent) ou contenue dans les produits énergétiques tirés de la nature (comme les combustibles fossiles ou le bois) avant transformation. Par convention, l'énergie électrique provenant d'une centrale nucléaire est également une énergie primaire (convention internationale AIE).

**La consommation d'énergie primaire** correspond à la consommation d'énergie de tous les acteurs économiques. Elle s'oppose à la **consommation d'énergie finale**, qui correspond à la consommation des seuls utilisateurs finals, ménages ou entreprises autres que celles de la branche énergie. L'énergie finale peut être une énergie primaire (consommation de charbon de la sidérurgie par exemple) ou non. L'écart entre les consommations d'énergie primaire et secondaire correspond à la consommation de la branche énergie. Il s'agit pour l'essentiel des pertes de chaleur liées à la production d'électricité.

**Le taux d'indépendance énergétique** est le ratio de la production nationale d'énergie primaire sur la consommation d'énergie primaire réelle (non corrigée du climat).

**Le pouvoir calorifique supérieur** (PCS) donne le dégagement maximal théorique de chaleur lors de la combustion, y compris la chaleur de condensation de la vapeur d'eau produite lors de la combustion. À l'inverse, **le pouvoir calorifique inférieur** (PCI) exclut de la chaleur dégagée la chaleur de condensation de l'eau supposée rester à l'état de vapeur à l'issue de la combustion. En pratique, le rapport PCI / PCS est de l'ordre de 90 % pour le gaz naturel, de 91 % pour le gaz de pétrole liquéfié, de 92-93 % pour les autres produits pétroliers et de 95 % à 98 % pour les combustibles minéraux solides.



**Combustibles minéraux solides (CMS)** : dans le présent « Chiffres & statistiques », le terme « charbon » est utilisé pour désigner l'ensemble des CMS qui regroupent le charbon à l'état brut et les produits solides issus de sa transformation. Les produits bruts couvrent les produits de récupération, le lignite et la houille, dont le charbon vapeur est une variété utilisée pour la production d'électricité et/ou de chaleur. Les produits solides transformés à partir du charbon sont le coke et les agglomérés.

**Le coefficient de disponibilité nucléaire (Kd)** : ratio entre la capacité de production réelle et la capacité de production théorique maximale. Le Kd, qui ne prend en compte que les indisponibilités techniques, à savoir les arrêts programmés, les indisponibilités fortuites et les périodes d'essais, caractérise la performance industrielle d'une centrale.

### Émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie

Les émissions de CO<sub>2</sub> calculées dans ce « Chiffres & statistiques » sont celles issues de la combustion d'énergie fossile. Elles représentent près de 95 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> et environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le calcul du SOeS consiste à appliquer des facteurs d'émissions moyens aux consommations d'énergies fossiles (produits pétroliers, gaz et combustibles minéraux solides), hors usages non énergétiques des produits pétroliers (pour le gaz naturel, il n'est pas possible d'estimer ces usages en mensuel). En revanche, les inventaires officiels (données annuelles) en matière d'émissions de GES, et de CO<sub>2</sub> en particulier, font appel à une méthodologie beaucoup plus complexe, nécessitant des données plus détaillées. Comparées à un inventaire officiel, ces estimations présentent d'autres différences de périmètre, tel que la non prise en compte des DOM, des énergies renouvelables thermiques ou encore la prise en compte des sources aériennes internationales.

### Correction des variations saisonnières, climatiques, et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO)

Bien souvent, les séries sont sensibles aux saisons, à la météorologie et au nombre de jours ouvrables. Ainsi la consommation des énergies utilisées pour le chauffage est plus élevée l'hiver que l'été et augmente d'autant plus que les températures sont basses. L'énergie consommée pour le chauffage au cours d'une journée est proportionnelle au nombre de « degrés-jours », c'est-à-dire à l'écart entre la température moyenne de la journée et un seuil fixé à 17°C, lorsque la température est inférieure à ce seuil. À titre d'exemple, en dessous de 17°C, une baisse d'un degré de la température conduit à une consommation supplémentaire de gaz distribué de l'ordre de 1,25 TWh par mois. La série corrigée des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables (CVS-CVC-CJO), construite à partir de la série initiale dite « série brute », permet de neutraliser l'effet des saisons, de la météorologie et des jours ouvrables pour faire ressortir à la fois les tendances de fond et les évolutions exceptionnelles. Contrairement au « glissement annuel » où pour éliminer la saisonnalité, on compare un mois avec le même mois de l'année précédente, la série CVS-CVC permet de comparer directement chaque mois avec le mois précédent. Cela lui confère deux avantages. D'une part, l'interprétation d'un mois ne dépend que du passé récent et non d'événements survenus jusqu'à un an auparavant. D'autre part, on détecte tout de suite les retournements et on mesure correctement les nouvelles tendances sans retard. La série CJO permet de neutraliser l'impact des nombres inégaux de jours ouvrables d'un mois à l'autre, de la même façon que la série CVS-CVC neutralise l'impact des différentes saisons et du climat. La combinaison des CVS-CVC-CJO permet de fournir une information sur l'évolution instantanée des phénomènes économiques, abstraction faite des phénomènes calendaires explicables naturels. Pour en savoir plus, consulter le site [www.statistiques-developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques-developpement-durable.gouv.fr), rubrique Glossaire (au pied de la page d'accueil).

La nouvelle valeur de la série brute est intégrée chaque mois dans le calcul des profils historiques. Les coefficients saisonniers ainsi que les coefficients climatiques et la correction des jours ouvrables sont donc réestimés chaque mois, ce qui peut faire réviser très légèrement la série CVS-CVC-CJO. La structure des modèles est validée une fois par an. Les séries CVS-CVC-CJO sont désaisonnalisées par le SOeS. Certaines séries ne présentent pas de saisonnalité, de sensibilité au climat ou aux jours ouvrés détectables. C'est le cas pour les combustibles minéraux solides notamment.

La correction des variations saisonnières, climatiques et des jours ouvrables est faite au niveau le plus fin des séries, les séries d'ensemble étant obtenues par agrégation des séries élémentaires.

### Diffusion

Les séries longues sont disponibles dans la base de données Pégase accessible sur le site [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr), rubrique Données en ligne / Énergies et climat / Pégase.

**Didier CADIN**  
**Lisa FRATACCI**  
**Sami LOUATI**

## Chiffres & statistiques

**Commissariat général  
au développement  
durable**

**Service  
de l'observation  
et des statistiques**

Tour Voltaire  
92055 La Défense cedex  
Mel : [diffusion.soes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:diffusion.soes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr)

**Directeur  
de la publication**  
Sylvain Moreau

**ISSN** : 2102-6378

© SOeS 2014